



Communiqué de presse de la FSU AURA

Y aura-t-il du chauffage en 2024 dans les lycées de la « Région la mieux gérée de France » ?

Face aux difficultés budgétaires auxquelles ils se trouvent confrontés, dans un contexte d'explosion des coûts (de l'énergie notamment, mais pas seulement) et de dotations régulièrement en baisse, les lycées ont fait remonter leurs besoins en mars 2023 dans le cadre d'une enquête de la Région AURA. Les réponses enfin obtenues par les établissements en septembre ne sont pas à la hauteur ! Parce qu'elle est confrontée à « *un nombre conséquent de demandes de la part des établissements* », la Région annonce des « *arbitrages financiers* » à venir, qui déboucheront, pour chaque lycée, sur « *une aide validée ou non* », et de surcroît largement en-deçà des besoins établis. Par ailleurs, elle rétablit le mécanisme de péréquation en fonction de l'importance des fonds de roulement en se basant sur le mois de décembre 2022. Or, depuis, elle a obligé les établissements à assécher ces mêmes fonds de roulement.

Ainsi, une fois encore, les Conseils d'administration qui se tiennent actuellement, sont-ils contraints, pour pouvoir payer les factures de l'établissement, de se prononcer sur des décisions budgétaires modificatives (DBM) autorisant des prélèvements sur fonds de roulement, lesquels diminuent dangereusement, passant trop souvent même au-dessous du seuil recommandé par la Région (45 jours, sachant qu'à 30 jours correspond la cessation de paiement).

Toujours la même entourloupe : une moyenne des dépenses énergétiques de 2020, 2021 et 2022 sert à déterminer la dotation 2024. Cette période, marquée par les fermetures totales ou partielles d'établissements durant la pandémie de Covid, a conduit à une baisse des consommations d'énergie, et ne peut donc permettre d'anticiper les dépenses à venir.

On ne compte plus le nombre d'établissements en difficulté pour entretenir et maintenir leurs locaux : ici on condamne des toilettes, on verrouille définitivement l'ouverture des

fenêtres avec des vis par crainte qu'elles ne tombent, là on lave les sols à l'eau (froide cela va sans dire) sans détergent, et qu'une seule fois par semaine par manque de personnels d'entretien, agents régionaux rappelons-le. A court terme, ce seront les projets pédagogiques des lycées (voyages scolaires notamment) qui devront être annulés ou significativement réduits pour financer l'urgence.

La FSU AURA s'inquiète de cette situation qui ne cesse de s'aggraver en raison des déficiences de la Région dont les priorités et l'idéologie, que nous combattons par ailleurs, sont claires. L'exécutif communique pour se porter candidat à l'expérimentation du port de l'uniforme en lycée, et développe en permanence un discours sécuritaire fondé sur le financement de portiques et autres projets d'outils de reconnaissance faciale aux abords des établissements. La Région choisit de financer les lycées privés à hauteur de 200 millions d'euros jusqu'en 2030 alors qu'elle n'y est pas tenue. L'urgence est de donner aux lycées publics les moyens financiers et matériels de fonctionner, d'assurer des conditions de travail décentes aux personnels et aux élèves (ce qui implique aussi un large plan de rénovation du bâti scolaire) sans mettre en péril des crédits pédagogiques déjà bien réduits.

Nous appelons les élu.es des personnels et des parents au Conseil d'Administration des lycées à ne pas laisser passer des budgets qui amputent gravement les activités pédagogiques et à voter contre les budgets prévisionnels 2024. Un vote « contre » ne bloque en rien le fonctionnement de l'établissement concerné. En revanche ce vote mettra les autorités de tutelle des lycées face à leurs responsabilités, la Région devant alors se saisir du budget avec le Rectorat pour assurer le fonctionnement financier de l'établissement dès le début du mois de janvier.